

Métaphore ou catachrèse: une lecture rhétorique de la décolonisation en Bolivie

Javier Sanjinés C.

Le 2 juillet 2006, jour historique pour la Bolivie, furent élus les deux-cent-cinquante-cinq citoyens qui, réunis en Assemblée Constituante, devaient donner au pays la structure d'un nouvel Etat plurinational et inter-culturel. Le referendum fut historique aussi pour deux autres motifs: d'une part, parce que pour la première fois, depuis le retour du pays à la voie démocratique en octobre 1982 et une fois surmontée la longue période des régimes militaires autoritaires, la population a pu choisir ceux qui la représentèrent dans la rédaction de la nouvelle Constitution; et d'autre part, parce qu'a été avéré le fait qu'après le retour à la démocratie, les gou-

vernements qui s'étaient succédés n'avaient pas eu les capacités suffisantes pour écouter le peuple. Le fait est que, comme en 1990, avec la "Marche pour le Territoire et la Dignité", entamée depuis les terres basses de l'orient bolivien, les indigènes exigèrent à nouveau un territoire propre, qui serait administré de façon autonome.

Quelques semaines avant ce 2 juillet historique, parurent dans les rues de La Paz d'énormes affiches de propagande qui représentèrent les multiples visages d'hommes et de femmes appartenant aux différents groupes ethniques du territoire national. Ces affiches plaçaient ces visages sous la devise "Evo c'est moi", en faisant allusion à la capacité d'agglutination et d'intégration d'Evo Morales, l'actuel Président de la République et le leader indigène du Mouvement vers le Socialisme (MAS). Démocratiquement élu, ayant été choisi, de manière véritablement inédite, par une vaste majorité des Boliviens, Evo Morales l'emporta largement sur la "démocratie pactisée" des partis politiques traditionnels qui, battus et ayant essuyé de pauvres résultats électoraux, auraient eu besoin d'arriver à un accord entre eux pour accéder au pouvoir.

La réaction face à ces affiches propagandistes ne s'est pas fait attendre. En effet, peu de jours après, parut dans la presse le commentaire écrit par un *prêtre jésuite bien connu* qui observait dans la devise "Evo c'est moi" une tournure autoritaire, comparable au despotique "*L'Etat c'est moi*" de Louis XIV. Pour ce prestigieux collabora-

teur d'un des plus importants journaux nationaux, Evo, qui reproduisait l'absolutisme de jadis, s'écartait de la rationalité discursive et affirmait sa souveraineté en plaçant ses gouvernés sous un pouvoir indivisible qui niait leur indépendance et leur jugement propre, se montrant ainsi comme l'incarnation la plus claire d'un dictateur plébiscitaire. Autrement dit, le transfert d'Evo à la représentation absolue de l'Etat, par une lecture métaphorique de l'affiche, nous invitait à interpréter la présence politique d'Evo Morales comme celle d'un souverain qui suspend le critère de la formation discursive de la volonté, fondée sur la délibération rationnelle. Par conséquent, cette lecture métaphorique renforçait de toute évidence le jugement des élites et celui d'un important secteur des classes moyennes urbaines, qui voyaient en ce nouvel Etat bolivien le rapprochement d'un absolutisme dangereux. Selon eux, Evo Morales cherchait dans les masses populaires l'appui nécessaire pour légitimer les mesures économiques et sociales adoptées seulement en six mois de gouvernement, notamment la nationalisation des ressources en gaz naturel et les premiers pas d'une réforme agraire profonde. Autrement dit, Evo aurait mis en marche un Etat d'exception, en adoptant des mesures arbitraires qui démentaient les moyens légitimes par lesquels il était parvenu au pouvoir. L'illégalité de ses actes ne prenait donc pas en compte le fondement de sa légitimité, affirmé dans le vote populaire.

Précisons que cette lecture métaphorique de l’affiche transfère le sens propre de “Evo c’est moi” à un sens différent — “L’Etat c’est moi” — qui s’apprécie grâce à une comparaison de nature exclusivement intellectuelle. La lecture est métaphorique parce qu’elle impose un transfert de signification, un transfert (*traslatio*) qui travaille deux isotopies différentes, et que l’interprète entrelace pour produire, au niveau de l’image associée, l’analogie que les rapprochent: l’autoritarisme.

En lisant ce commentaire journalistique, je me demandais si cette affiche pouvait être interprétée d’une autre manière; si la métaphore était liée à la lecture conservatrice de l’affiche. Voyons, donc, comment on aurait pu lire autrement cette affiche, et quelle serait la relation avec les propos de cet essai.

MÉTAPHORE OU CATACHRÈSE?

Si nous acceptons que le comportement humain est nécessairement inséré dans un continu dynamique de production de significations qui mettent en rapport les faits concrets de la vie quotidienne et des abstractions plus grandes, particulièrement les politiques de l’Etat qui orientent les projets de développement, nous serons alors en mesure de comprendre le rôle que jouent les métaphores et autres figures rhétoriques, véritables médiations ou “standardisations intermédiaires” (Vidal, 1982, 54-99; Lukács, 1965) qui dirigent les actions humaines en fixant, en condensant, parfois en exagérant

tendancieusement, leur sens social. Pour cette raison, dans ce transfert qui va de l'expérience microcosmique de la vie quotidienne aux exemples macrocosmiques et totalisateurs des notions d'Etat, de culture nationale ou d'hégémonie sociale, l'analyse de la rhétorique comme catégorie médiatrice entre l'abstrait et le concret s'avère cruciale.

Si nous appliquons maintenant ces observations à la devise "Evo c'est moi", nous pourrions dire qu'il existe un déplacement rhétorique dans lequel un terme littéral — Evo, dans notre exemple — est remplacé par un autre, figuré cette fois-ci come un Etat absolutiste. Signalons donc que ce déplacement, cette substitution, est significatif pour l'analyse entreprise (Laclau, 2005, 95-7).

En réfléchissant sur l'origine des déplacements rhétoriques, Quintilien, dans son *Institutio oratoria*, distingue entre "métaphore" et "catachrèse" (Quintilien, 1935, 8.6., 35-6). Pour l'orateur romain, la catachrèse (*abusio*, abus) correspond à un état primitif de la société dans lequel la subjectivité, le "moi", est encore instable et reste encore à se constituer. Dans cet état barbare et primitif, il y a plus de choses à nommer qu'il n'y a de mots disponibles, de sorte qu'il est nécessaire d'utiliser des mots dans plus d'un sens, en les déviant de leur sens littéral. Soulignons ici, en suivant les réflexions de Patricia Parker sur l'œuvre de Quintilien (Parker, 1990, 60-73), que c'est le manque, la carence, la nécessité, les caractéristiques d'urgence qui distinguent la catachrèse de la métaphore.

Par conséquent, la différence fondamentale entre métaphore et catachrèse avait été confondue dans les écrits de Cicéron (Cicero, 1942, 3.38., 155). Celui-ci supprimait la différence entre le transfert d'un terme littéral à un autre, stable et constitué, comme il arrive dans la lecture métaphorique d'"Evo c'est moi" qui devient "l'Etat c'est moi", et la lecture catachrésique, où le transfert se fait à un autre terme, instable et à constituer, qui correspond à la lecture de l'affiche propagandiste comme "Le peuple c'est moi". Autrement dit, il y a une importante différence entre lire l'affiche en tant que construction d'une communauté populaire encore instable, et la lire comme transfert vers un Etat constitué, peu importe que celui-ci soit démocratique ou autoritaire. Autrement dit, la lecture catachrésique "d'Evo c'est moi" étend le sens du nom pour ouvrir le vide d'un "moi" instable qui est en construction: le peuple.

En suivant cette voie, voyons deux lectures possibles qui lient le peuple à la catachrèse. La première correspond à la lecture déconstructionniste de Gayatri Spivak (Spivak, 1988); la deuxième, à la vision de sujet populaire que, d'un point de vue différent, offre l'historien subalterniste Ranajit Guha (Guha, 1988).

Spivak pense que le subalterne ne peut pas parler parce qu'il n'arrive pas à s'écarter de la pensée de l'élite au moment même de la représentation. Incapable de se représenter à elle-même, la subalternité est ce qui est glissé sous la barre de la signification. Son rôle se réduit

à produire la catachrèse de l'élite, c'est-à-dire, chercher à refaire en sens inverse la culture dominante et ses formes de connaissance, y compris la rhétorique qui embellit et ornemente le discours. Pour Spivak, la catachrèse est la stratégie que la subalternité emploie afin de déconstruire le niveau symbolique où s'affirme la culture dominante; la stratégie qui mine les fondations de la métaphore patriarcale (le Nom du Père). Mais, une fois produite la déconstruction, qu'est-ce qui remplacerait la métaphore (lois, codes, grammaires, manuels de bonne conduite, etc.) qui, aujourd'hui se montre si usé? Spivak, qui revient rigoureusement sur la *potestas*, ne nous permet pas de voir dans la catachrèse la possibilité de réorganiser le social, moins encore de recomposer le pouvoir. Mais, de même que la catachrèse est plus à l'aise avec la synecdoque (la partie pour le tout) qu'avec la métaphore, comme l'a montré M. Fontanier dans son *Manuel classique pour l'étude des tropes* ([1821] 1968), ne donnera-t-elle pas lieu à une signification nouvelle?; s'il est ainsi, comment devrions-nous la lier au peuple?; ne serait-il pas mieux de la séparer, de la distancier de la pauvreté (*inopiae*), en l'éloignant du divertissement que produit la métaphore (*delectationis*)? Je crois que ce processus — non seulement employer la *potestas* mais la remplacer par quelque chose qui est en construction — est aujourd'hui présent dans le travail théorique d'historiens et des philosophes sociaux comme Antonio Negri, Ernesto Laclau, Ranajit Guha, Franz Hinckelammert et Enrique Dussel. Voyons, aussi brièvement, le cas de Guha.

Si, pour Spivak, ce qui est subalterne n'est pas précisément "le peuple", en refusant d'accepter la totalisation suggérée par la copule gramscienne "peuple-nation", il nous paraît que la lecture catachrésique d'"Evo c'est moi" s'approche d'avantage de la notion de "peuple" développée par Guha. Tout comme Antonio Gramsci, pour qui le subalterne est un euphémisme pour la classe ouvrière et paysanne, Ranajit Guha inclut dans le subalterne non seulement ces deux secteurs, mais aussi les secteurs moyens qui ne sont pas marqués en termes de classe. De cette manière, Guha identifie ce qui est subalterne et ce qui est populaire d'une manière beaucoup plus compréhensive, où la catachrèse accomplirait un rôle différent, non seulement celui d'"usure" que lui donne Spivak. En ce sens, Guha est un des théoriciens du subalterne en tant que "sujet populaire".

En résumé, il faut dire que les études subalternes sont en tension entre le projet déconstructionniste de la nation et l'articulation de nouveaux projets ou de nouvelles formes d'action collective, politique comme sociale. De cette manière, deux lectures de la catachrèse sont possibles: une, celle de Spivak, à l'appui des mouvements sociaux au niveau supra et infra national; l'autre, celle de Guha, à l'appui d'un nouveau bloc populaire potentiellement hégémonique, c'est-à-dire, une articulation idéologique qui, en Bolivie, invoque de nos jours les catégories de "peuple" comme de "patrie", afin de revenir sur la catégorie homogénéisatrice de "Etat-nation". Ainsi, les

études subalternes peuvent contribuer à l'organisation d'une nouvelle hégémonie "depuis le bas". C'est ce que Guha appelle "politiques du peuple", dans lesquelles la catachrèse accomplirait un rôle différent de celui que Spivak attribue à ce terme. Ceci dit, retournons à l'examen de la métaphore et de la catachrèse.

Métaphore et catachrèse sont donc des "standardisations" qui dirigent le comportement humain de manière différente: toutes deux sont situées dans une évolution temporelle qui va de la "pauvreté" à l'"embellissement", d'une situation de nécessité et de manque, vers une autre, sous le signe du "bon goût" et du "divertissement". Cette évolution marque aussi les différences entre la représentativité de la "communauté" archaïque et celle de la "société" constituée en Etat moderne, comme le décrit la devise "L'Etat c'est moi" du despotisme éclairé français. Si la métaphore est une translation raisonnée et accordée, la catachrèse est liée à la rudesse (*rustici*) campagnarde, qui ne transfère pas le sens pour le plaisir, mais par nécessité (Parker, 61-3). Il s'ensuit que la métaphore est le moyen communément employé par les poètes et les gens de lettres, tandis que la catachrèse, affirmée dans le milieu populaire, est davantage associée avec la subalternité, avec la condition humaine des pauvres, des sauvages, de ceux qui sont "dépourvus de langue", pour qui l'accès à la langue paternelle (le symbolique) est interdit et qui ont été soustraits au territoire qu'ils habitaient.

De la catachrèse à la métaphore, de la communauté rurale à la structure urbaine, de la tradition à la modernité, la narrative temporelle présentée par la rhétorique se déplace de la “pauvreté” lexicale à la “plus-value” embellie du discours; des limitations matérielles à la jouissance du texte. Dans le développement historique établi par les rhétoriques de Quintilien et de Cicéron, la métaphore domine le processus esthétique eurocentrique tout en dédaignant que celui-ci ait été entamé comme catachrèse, en tant que transfert issu de l’insuffisance des termes propres. Mais ce manque a été suppléé, au fil du temps, par le mode de production des significations qui a dépassé la pauvreté initiale. Soulignons bien ce fait, cet “après”, ce “post”, que l’histoire narrative n’a pas pu s’empêcher de glorifier, confirmée au XVIII^e siècle, dans *Les tropes* ([1729]1967, I: 57), de Dumarsais, et, postérieurement, dans le *Commentaire raisonné* ([1818]1967, I: 57), de Fontanier. Dans cette étape moderne, la catachrèse fut complètement absorbée, jusqu’au point où les différences entre la catachrèse et la métaphore furent plus perceptibles. La métaphore, produit raffiné de ce processus rhétorique, finit par dissimuler la pauvreté initiale du langage, son origine campagnarde, paysanne, devenant le trope dominant de la modernité et régnant sur tout le langage figuratif (“Elle règne en quelque sorte sur toutes les autres figures”, I: 75).

Nous nous demanderons alors que signifie précisément, pour notre propos, à savoir placer et différencier

les lectures divergentes de la réalité bolivienne, cette distinction entre métaphore et catachrèse, la première étant fondamentalement une dissimulation de la dernière?

Puisque les métaphores sont des tropes littéraires qui condensent et dirigent l'action quotidienne et qu'elles représentent avec plus de pertinence l'accès à la modernité, régie par le développement et l'"embellissement" de nos vies, nous pourrions dire qu'elles sont aussi liées au processus de la "nation civique" (Mayorga et Molina, 2005). Nous entendons par "nation civique" celle qui, fondée dans le concept de citoyenneté, suit le modèle français de l'Etat-Nation. Dans son application au cas bolivien, cet Etat-Nation a été fortement en défaut pendant tout le siècle passé. Toutefois, on peut dire que le projet le plus clair de la construction d'un Etat national est né de la Révolution démocratico-bourgeoise de 1952. Le développement de cet Etat-Nation a eu deux phases: premièrement, le capitalisme étatique qui, depuis 1952 jusqu'en 1985, s'est chargé de l'organisation "de la culture nationale", entendant celle-ci comme la somme de projets mis en marche par l'Etat pour homogénéiser une nation fragmentée en multiples ethnies, faiblement articulée sur son territoire et dans ses régions (Vidal, 1982). Pour atteindre ce but, l'Etat a propagé un nationalisme métis qui remonte à la pédagogie libérale inaugurée au début du XX siècle (Sanjinés, 2005). La seconde phase du développement de l'Etat-Nation, s'étendant de 1985 à 2005, fait référence aux réformes néo-libérales qui ont

produit le déplacement du nationalisme métis vers une “gouvernance démocratique” aspirant à suppléer les insuffisances du nationalisme et du capitalisme étatique.

Au contraire du modèle de la “nation civique”, dominé par la représentation métaphorique du métissage et son déplacement métonymique vers le multiculturalisme néo-libéral, les mouvements indigènes actuels remettent en question les concepts “universels” sur lesquels s’est construite la nation. De cette façon, les mouvements actuels se basent sur une vision beaucoup plus organiciste de la nation, promue par l’indianisme décolonisateur. Ce modèle organiciste rouvre aujourd’hui le débat concernant la validité de l’Etat Nation, mettant en cause celui-ci en tant que communauté politique et juridique capable de mener à bien l’inclusion ethnique et l’intégration sociale. Cette critique de l’Etat Nation, de son caractère exclusif — en termes sociaux, politiques et idéologiques — de sa nature linéaire, téléologique et de ses propositions homogénéisantes — en termes culturels —, a donné lieu à la formulation d’un nouveau pacte entre les peuples indigènes et l’Etat. Ce pacte est un des sujets centraux de l’Assemblée Constituante. Comme prévu, les véhémentes discussions qui ont lieu pendant les délibérations de l’Assemblée prouvent que nous ne sommes pas en présence d’une discussion raisonnée, où les arguments les mieux exposés, ou “embellis” par la rhétorique lettrée, dirigent le développement des séances. Il paraîtrait que pendant les séances de l’Assemblée

Constituante, la catachrèse renaît avec la violente intrusion des “abus” lexiques. Cette violente résurgence, montrant à quel point le langage peut être vil, comment il peut perturber la totalité du modèle modernisateur de L’Etat, est son côté obscur, grotesque, qui s’évade du domaine de la métaphore en se servant de l’*abusio* de la catachrèse, en une espèce de retour linguistique du refoulé, l’*unheimlich* de ceux qui n’étaient pas morts (Parker, 1990, 73), mais qu’on a fait taire, cernés par le règne métaphorique du métissage.

Ce bref résumé de la métaphore et de la catachrèse nous renvoie au sujet de l’Assemblée Constituante. Comment l’interprète-t-on aujourd’hui en Bolivie?

RHÉTORIQUE ET ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Certains conçoivent l’Assemblée Constituante comme l’institution qui serait encore soumise aux règles de l’Etat de Droit; comme l’institution qui aurait pour fonction de modifier les normes constitutionnelles qui régissent l’Etat-nation existant. Cependant, s’il s’agissait de la seule lecture valable, alors l’Assemblée, ainsi que la métaphore, représenteraient le transfert, la *traslatio* de nouvelles dispositions normatives à une construction juridique qui règle la vie de l’Etat-nation déjà existant, stable et inamovible. L’Assemblée viendrait pour renouveler la vie, améliorer, voire “décorer” (*ad ornatum*), selon l’expression de Quintilien, le “pouvoir constitué” de l’Etat. Selon cette lecture métaphorique, appropriée

à la représentation démocratico-libérale, le transfert des nouvelles normes ne devrait pas perturber “l’espace occupé, habité” par l’Etat constitué — Dumarsais parle du transfert narratif vers une *demeure empruntée* —; il s’agirait donc d’un transfert de contenu, contrôlé et soigneusement surveillé, dont la fonction ne serait pas de changer la conception même de l’Etat, mais de l’améliorer, de l’embellir. Ce changement de sens exprimerait, en tant que métaphore véritable et couronnée de succès, le travail de législateurs et constitutionnalistes capables de donner à la nouvelle norme le “progrès linguistique” propre à la sagesse lettrée. Ce serait, en fin de compte, le produit d’un groupe de démocrates choisis qui, rééditant l’“ariélisme” de Rodó, revêtiraient de nouveaux habits la vieille armature de l’Etat.

Liée cependant au concept de la représentation politique, c’est-à-dire à la médiation des individualités savantes et lettrées qui, dans une démocratie, délibèrent sur le destin de la nation, la métaphore empêche, par son procédé totalisateur, la représentation d’une société qui n’est pas définie en soi par la présence de démocrates choisis mais par l’apparition de subjectivités collectives qui, comme la synecdoque — où les parties constituent le tout —, mènent à une lecture contraire de la réalité. Pour le dire autrement: les règles de l’Etat de droit — ou encore, l’émancipation du “citoyen en tant qu’individu” et la garantie constitutionnelle de la liberté économique privée (qui au fond sont une seule et même chose)

— sont en tant que telles établies pour nier l'irrésistible émergence de la nécessité d'une gestion collective de la production sociale.

Ainsi Marx avait constaté que la modernité et la civilisation empêchaient l'intégration organique de la vie rurale, laissant dangereusement insatisfaites les demandes de "terre et langue"; on observe aujourd'hui que la suprématie de la Loi, générale et abstraite, protégée par le pouvoir constitué de l'Etat, empêche l'émergence irrésistible, quoique chaotique, des processus productifs et institutionnels autonomes produits par ces subjectivités collectives appelées mouvements sociaux. Une lecture décolonisatrice du pouvoir ne peut pas s'empêcher d'observer cet autre côté de la réalité, teint du procédé rhétorique de la catachrèse. Autrement dit, les innombrables absurdités sur lesquelles s'appuie la constitution matérielle de l'Etat libéral démocratique sembleraient avoir éclaté, ne pouvant plus cacher le fait que le métissage modernisateur soit une machine programmée pour produire des inégalités. De cette façon, il semblerait qu'aujourd'hui la lecture décolonisatrice, catachrésique, n'ait pas d'autre choix que d'inverser le point de vue métis et d'admettre une fois pour toutes que les "ruines" du passé, ce qui n'a pas été intégré à la structure sociale, se construit indépendamment de l'Etat de Droit; que le social se construit à partir des inégalités, cherchant spontanément leur réalisation dans le collectif.

Comment peut-on affronter le problème en partant du “retournement de la métaphore”? Comment lier la question du “politique” à cette nouvelle puissance productive qui s’exprime par la rhétorique de la catachrèse? Bien qu’il soit déplaisant d’affronter le sujet, on doit problématiser la relation entre les subjectivités collectives et la représentation politique. On se retrouve donc dans le cadre de l’Assemblée en tant que “pouvoir constituant”, thème analysé par Antonio Negri (Negri, 1999, 152-75).

La qualité “constituante” de l’Assemblée renvoie à une double lecture: si on considère celle-ci comme la représentation de l’Etat, en respectant avec autant de zèle sa logique d’institutionnalisation que le mode de production qui la soutient, on arrive obligatoirement à la lecture métaphorique. Rappelons que même les luttes ouvrières du passé respectaient cette logique. C’étaient des luttes “internes”, dirigées “contre” le mode de production. Aujourd’hui cette dialectique est éclatée car la lutte se situe “à l’extérieur” du mode de production et en opposition à celui-ci. Reconstruire brièvement cet échec institutionnel nous aidera à expliquer pourquoi la lecture métaphorique du “social” est aujourd’hui remise en question, ce qui nous mènera à chercher finalement dans la catachrèse l’option décolonisatrice.

Ce n’est pas une nouveauté d’affirmer qu’en Bolivie on vit une crise de la représentation politique. L’Etat démocratique libéral ne fonctionne plus, à un tel point que la corruption entache tous ses principes et tous ses

organes: le bon fonctionnement des pouvoirs, les règles de la représentation, l'efficacité et la légitimité administratives.

D'un autre côté, notre populisme n'a pas pu établir un Etat Providence comparable à celui des autres pays de la région, notamment le Chili (Sunkel, 1993). Pour cette raison, les propositions néo-structuralistes, qui prévoient la possibilité de rétablir l'Etat en l'adaptant aux bénéfices obtenus par le néolibéralisme, sont peu applicables aux réalités de la Bolivie, où le système politico-institutionnel, fondé sur l'accord entre la bourgeoisie nationale et la classe ouvrière industrielle n'a jamais eu lieu.

Si l'Etat Providence et l'Etat néolibéral ont échoué en Bolivie, comment l'Assemblée Constituante pourrait-elle sceller un nouveau compromis institutionnel? Ce sont ces échecs qui nous permettent de comprendre pourquoi il serait nécessaire de redéfinir le concept de peuple, au moyen d'une affirmation de la particularité, c'est-à-dire par le processus rhétorique de la synecdoque qui favorise la partie dans la représentation du tout. De cette façon, c'est la fraction opprimée qui, étant constitutionnellement reconnue et ayant réintégré ses droits autonomes sur la terre et le territoire, serait appelée à commencer le processus de reproduction de la société dans son ensemble. Ce n'est pas sûr que cela ait lieu. Ce qui est intéressant, cependant, c'est que dans cette deuxième option, la lecture métaphorique de la construction sociale cède le pas à la catachrèse, à l'audacieux

transfert, *inattendu*, vers un groupe humain indocile, analphabète, qui ne peut être éliminé car il ne remplace rien, ni occupe la place de personne; ceux qui “ne se lavent pas”, ceux qui ne se déshabillent pas parce qu’ils sont nus (“*toute nue et sans déguisement*”, selon Dumasais) intègrent l’histoire sans annonce préalable.

En une espèce de retour de ce qui a été refoulé, les marginaux ouvrent la voie à la catachrèse. Pour cette lecture de la réalité, l’Assemblée Constituante ne serait pas une nouvelle forme de constitution: ni française, ni nord-américaine, ni même bolivienne. Il s’agit d’une Assemblée Constituante “qui arrive avant l’Etat”, qui vit à “l’extérieur” de l’Etat. Le paradoxe de cette lecture se fonde sur le fait que le processus constituant n’aboutit jamais, il s’agit d’une révolution permanente, bourrée d’“exigences équivalentes”, insatisfaites, posées car on n’arrive pas à résoudre la question des inégalités.

Nous voilà au cœur du problème, d’où tout naît et vers où tout converge: l’Etat moderne, producteur d’inégalités, terme figuratif fondé sur la base des inclusions abstraites et des exclusions concrètes. Mais aujourd’hui, l’Assemblée Constituante a la capacité de construire, depuis l’extérieur de l’Etat, une machine où la démocratie directe, émanant de la quotidienneté, puisse organiser la communication, l’interactivité des citoyens — une “interculturalité” forgée de façon horizontale — produisant des subjectivités à chaque fois plus libres et plus complexes.

Métaphore ou catachrèse: telle est la question. C'est le dilemme de l'Assemblée Constituante. Un dilemme rhétorique fondé sur un événement réel: la "non contemporanéité du contemporain" (Harootunian, 2005); l'impossibilité que la réalité soit comprise uniquement depuis le progrès linéaire de la modernité. C'est la réalité du peuple opprimé, de son archaïsme qui, laissant les "ruines" du passé, et retrouvant le néolibéralisme sur sa route, commence à se manifester en tant que véritable sujet historique. L'exemple de la Bolivie démontre que cet événement, l'inactualité du colonial, ce qui n'a pas encore été résolu, surgit comme l'*Angelus novus*: à l'improviste.

BIBLIOGRAPHIE

- CICÉRON (1942). *De oratore*. Traduction de H. Rackham. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- DUMARSAIS, César Chesneau ([1729] 1967). *Traité des tropes*. Paris.
- FONTANIER, Pierre (1968). *Les Figures du discours*. Paris: Flammarion. "Science l'homme".
- GUHA, Ranajit (1988). "On Some Aspects of the Historiography of Colonial India". In: GUHA, RANAJIT et SPIVAK, Gayatri (éditeurs). *Selected Subaltern Studies*. New York: Oxford University Press.
- HAROOTUNIAN, Harry (2005). "Some Thoughts on Compatibility and the Space-Time Problem". *Boundary 2*, 32:2.
- LACLAU, Ernesto. 2005. *La razón populista*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica de Argentina, S.A.
- LUKÁCS, Georg (1965). *Prolegómenos a una estética marxista*. México: Editorial Grijalbo.
- MAYORGA, Fernando y RAMIRO MOLINA, B. (2005). *La Asamblea Constituyente y las representaciones sociales de nación/naciones*. La Paz: UCAC.

- NEGRI, Antonio (1999). "De la transición al poder constituyente" et "República constituyente". In: GUATTARI, FÉLIX et NEGRI, Antonio. *Las verdades nómadas & General Intellect, poder constituyente, comunismo*. Madrid: Ediciones Akal, S.A.
- PARKER, Patricia (1990). "Metaphor and Catachresis". In: BENDER, J. et WELLBERY, D. E. (éditeurs). *The Ends of Rhetoric. History, Theory, Practice*. Stanford, CA.: Stanford University Press.
- QUINTILIAN (1935). *Institutio oratoria*. Traduction de H. Rackham. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- SANJINÉS, Javier (2005). *El espejismo del mestizaje*. La Paz: PIEB/IFEA/Embajada de Francia.
- SPIVAK, Gayatri (1988). "Can the Subaltern Speak?". In: NELSON, Cary et GROSSBERG, Lawrence (éditeurs). *Marxism and the Interpretation of Culture*. Urbana, Illinois: University of Illinois Press.
- SUNKEL, Osvaldo (1993). *Development from Within. Toward a Neo-structuralist Approach for Latin America*. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers.
- VIDAL, Hernán (1982). "Cultura nacional y teatro chileno profesional reciente". In: VIDAL, H.; HURTADO, M. de la Cruz; et OCHSENIUS, C. (éditeurs). *Teatro chileno de la crisis institucional: 1973-1980*. Santiago de Chile: CENECA.
- WALLERSTEIN, Immanuel (1979). "Dependence in an Interdependent World: The Limited Possibilities of Transformation Within the Capitalist World-Economy". In: *The Capitalist World Economy*. Cambridge: Cambridge University Press.